



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE GENERALE DES TECHNIQUES

3, rue de l'île Macé
44400 Rezé

Références : XG/NM/2025/C_46
Code AIOT : 0003301816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement SOCIETE GENERALE DES TECHNIQUES implanté 17 rue de l'Argentique ZI Saôneor 71530 Fragnes-La Loyère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre de l'action nationale 2025 GPI : prévention des pertes de granulés de plastiques industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE GENERALE DES TECHNIQUES
- 17 rue de l'Argentique ZI Saôneor 71530 Fragnes-La Loyère

- Code AIOT : 0003301816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de la société SGT à Fragnes-la-Loyère est spécialisé dans la production par injection de préformes en PET et PET recyclé (rPET). Il comprend notamment 6 presses à injecter et emploie une quarantaine de salariés pour une production d'environ 20 000 t/an.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant satisfait à l'ensemble des dispositions réglementaires en matière de prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

L'inspection souligne l'engagement de l'exploitant dans une démarche affirmée d'amélioration continue en la matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 ^{er} janvier 2022,

les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'établissement SGT de Fragnes-la-Loyère est spécialisé dans la fabrication de préformes en polytéréphtalate d'éthylène (ou polyethylene terephthalate dit PET) et polytéréphtalate d'éthylène recyclé (rPET) pour le conditionnement des liquides. L'installation utilise une quantité annuelle totale de matière d'environ 20 000 t, répartie environ en 16 000 t de PET et 4 000 t de rPET. Celle-ci se présente sous forme de granulés pour le rPET et de paillettes (dites flakes) de bouteilles broyées, pour allant des poudres fines de taille inférieure à 1 mm jusqu'aux paillettes de 13-14 mm. Son approvisionnement est assurée par transport routier, soit en big-bag, soit en citerne. Les paillettes sont transportées en sac big-bag ; les granulés le sont en citerne, en sacs big-bag ou en conteneur (sacs big-bag de plus grande contenance). Le déchargement du vrac en conteneurs et citernes est assuré par vidange sous pression, celui des sacs big-bag par chariot automoteur de manutention. Le stockage est réalisé en silos pour le vrac, en entrepôt dédié pour les sacs big-bag.

L'utilisation en production est assurée :

- à l'atelier injection, par la centrale matière : par aspiration dans les silos et par craquage des sacs big-bag au-dessus d'une trémie d'alimentation ;
- à l'atelier recyclage : via le remplissage de silos dédiés par craquage des sacs bigbag au-dessus d'une trémie d'alimentation.

Les déchets de plastique ne peuvent être réutilisés dans le process ; ils sont ramassés, collectés, tamisés et conditionnés pour la revente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant a procédé à l'identification des zones du site où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement. À l'extérieur, les zones identifiées sont

<p>principalement les zones de déchargement des silos, les quais de déchargement de l'atelier rPET, et dans une moindre mesure les quais de déchargement des emballages et d'expédition des produits finis. À l'intérieur des bâtiments, les zones identifiées sont principalement les ateliers et zones de stockage.</p> <p>Du matériel de nettoyage est disponible sur tout le site. Chaque zone, externe comme interne, est équipée d'un lot de matériel de récupération (balai, pelle et seau) clairement identifié et facilement repérable. Le site est équipé d'une laveuse autoportée, de 3 balayeuses, dont une autoportée aspirante, et d'aspirateurs manuels répartis dans les différentes zones. L'atelier de recyclage est doté d'une aspiration centralisée des fines de rPET sur l'ensemble des postes de travail et équipements.</p> <p>Les nettoyages sont consignés dans un registre dédié.</p> <p>Les avaloirs extérieurs d'eau de ruissellement proches des zones de manipulation sont pourvus de paniers récupérateurs des granulés et paillettes. Il apparaît qu'ils sont d'un diamètre légèrement inférieur aux avaloirs, ce qui interroge quant à la bonne rétention des granulés. Cependant, aucun granulé n'est présent dans le séparateur-décanteur d'hydrocarbure ou dans le bassin des eaux de pluviales. Les avaloirs hors zone de manipulation ne sont pas encore équipés de moyens de récupérations, mais l'exploitant a programmé leur installation pour une dotation totale du site.</p> <p>Observation : L'exploitant pourra utilement améliorer la conception des paniers de récupération des avaloirs d'eaux pluviales afin d'assurer une parfaite récupération des granulés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en</p>

vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

- a) L'exploitant a identifié les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement et les a reportées sur un plan ;
- b) L'exploitant mène une ronde quotidienne d'inspection des différentes zones et contenants. Les sacs big-bag sont systématiquement déposés sur palettes pour permettre leur transport par chariot automoteur. L'exploitant met en œuvre une procédure spécifique au déchargement des conteneurs de paillettes pour éviter l'endommagement des sacs big-bag ;
- c) L'exploitant met en œuvre des procédures d'intervention en cas de :
- fuite de sac big-bag,
- déversement accidentel de granulés ou paillettes ;
- d) L'exploitant applique un plan de maintenance annuel du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie par lequel transitent les eaux de pluies collectées. Au jour de l'inspection, aucune présence de granulés ou paillettes a été détectée dans ce bassin ;
- e) L'exploitant tient à jour un inventaire informatique des équipements et leur entretien ;
- f) Chaque nouvel arrivant, intérimaire compris, bénéficie d'une formation d'accueil incluant les procédures de prévention de la perte de granulés ou paillettes. Un rappel des règles de prévention est régulièrement diffusé sur le canal vidéo interne à l'entreprise et les procédures sont affichées dans les ateliers et les zones de chargement/déchargement ;
- g) Un audit interne semestriel est réalisé, les résultats de l'audit sont communiqués en interne. Le plan d'action est mis à jour et évalué à chaque audit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur

qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'audit réglementaire a été conduit par l'AFNOR le 08/12/2022 selon les modalités du décret du 16/04/2021 ; il sera renouvelé en 2025.

Le certificat et le rapport d'audit sont publiés sur le site Internet de la société à la page <https://www.sgt-pet.com/actualites/la-sgt-engagee-pour-la-prevention-des-pertes-de-granules-plastiques>.

Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé dans le programme «Opération Clean Sweep» (opération grand nettoyage) de prévention de la perte de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite